

INTERNATIONAL

# En Roumanie, la piteuse fin de règne de Klaus Iohannis

LE PRÉSIDENT SORTANT, DONT LE MANDAT A ÉTÉ PROLONGÉ APRÈS L'ANNULATION DU SCRUTIN QUI DEVAIT DÉSIGNER SON SUCCESSION, EST JUGÉ RESPONSABLE DE LA CRISE POLITIQUE.

🕒 6 min • Paul Cozighian Cyrilille Louis

Une inscription à la peinture bleue est apparue dimanche sur le mur d'enceinte du palais présidentiel roumain. « *Traître, va-t-en !* », proclame-t-elle à l'adresse du chef de l'État, Klaus Iohannis, que beaucoup jugent responsable de la crise politique en cours. Le 6 décembre, la justice a invoqué des soupçons d'ingérence russe pour annuler in extremis le second tour de l'élection présidentielle, au risque de précipiter le pays dans l'inconnu. L'organisation d'un nouveau scrutin ayant été renvoyée à plus tard, le président sortant reste en fonction et vient de reconduire le chef de file du Parti social-démocrate, Marcel Ciolacu, à la tête du gouvernement. « *La Roumanie est dirigée par un président illégitime qui a prolongé son mandat indéfiniment et de son propre chef, comme les dictateurs africains* », fulmine l'éditorialiste politique de Prima TV, Sebastian Zachmann.

Trois semaines plus tôt, à l'occasion de la fête nationale, Klaus Iohannis avait adressé à ses compatriotes un message de contrition. « *Je vous demande pardon, avait-il déclaré, d'avoir au fil des ans pris des décisions qui vous ont déplu et que, très probablement, je n'ai pas suffisamment expliquées.* » En portant le candidat d'extrême droite Calin Georgescu en tête du premier tour de la présidentielle, les électeurs roumains ont adressé à leurs dirigeants une rebuffade dépourvue d'ambiguïté. Pour Silvia Marton, professeur de sciences politiques à l'université de Bucarest, « *le mea culpa du président Iohannis est arrivé trop tard pour l'exonérer de sa responsabilité politique et morale dans une crise aussi sérieuse* ».

À 65 ans, le sixième président de la Roumanie achève son second mandat aussi déconsidéré auprès de ses compatriotes qu'il est apprécié de ses pairs européens. Vu de Bucarest, l'ancien professeur de physique est jugé si distant que ses détracteurs l'assimilent à un roi fainéant, lui reprochant de passer plus de temps dans sa ville natale de Sibiu ou en coûteux déplacements à l'étranger qu'à son bureau présidentiel. À Bruxelles, cependant, ses collègues chefs d'État et de gouvernement apprécient sa fiabilité par gros temps. *« Malgré les multiples crises traversées ces dernières années, il est resté très clair sur son engagement européen et s'est démené pour garantir la stabilité de son pays, témoigne un diplomate européen. On ne peut hélas pas en dire autant de Viktor Orban ni même des dirigeants polonais, qui ont laissé leurs agriculteurs entraver les importations de céréales ukrainiennes à leurs frontières... »*

Entré en politique à la fin des années 1990, Klaus Iohannis se fit d'abord connaître en s'emparant de la mairie de Sibiu pour le compte d'un petit parti représentant la minorité germanophone. Réélu trois fois de suite, il s'attelle au renouveau touristique de cette ville moyenne située au cœur de la Transylvanie et s'installe progressivement dans le paysage politique roumain, au point d'envisager un destin national. En 2009 et 2013, ses proches l'imaginent prendre la tête d'un gouvernement sous l'autorité du président conservateur Traian Basescu. Celui-ci le retoque mais Klaus Iohannis ne se laisse pas décourager. Il lui succédera en 2014 sous la bannière du Parti national libéral, une formation de droite dont l'antagonisme avec les sociaux-démocrates structure la vie politique roumaine depuis la chute du communisme en décembre 1989.

*« À l'époque, j'ai été très fier de voir mon pays élire un candidat que ses adversaires n'avaient cessé de dénigrer en martelant qu'il n'avait pas d'enfant, qu'il n'était pas orthodoxe et qu'il serait au fond plus allemand que roumain »,* souligne l'ancien député européen Cristian Preda. *« En campagne, Iohannis avait promis d'être un "président normal" »,* se souvient pour sa part le politologue Radu Magdin. *Il entendait se démarquer de Traian Basescu, dont l'hyperactivité,*

*comparable à celle d'un Nicolas Sarkozy, avait fini par épuiser les Roumains. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, beaucoup se sont réjouis d'avoir affaire à un président décent et travailleur. Mais, au bout du compte, on retiendra surtout qu'il fut très silencieux... »*

Raluca Pantazi, rédactrice en chef du site spécialisé Edupedu.ro, rappelle que Klaus Iohannis avait fait de l'éducation la priorité de son mandat. *« Qui peut vous pardonner, Monsieur le président, d'avoir laissé un quart de million d'enfants en dehors de l'école ? »,* interroge-t-elle dans un récent éditorial. *La Banque mondiale a annoncé cette semaine que 250 000 élèves âgés de 6 à 14 ans ont abandonné l'école, soit 150 000 de plus qu'avant votre arrivée au pouvoir. »* Sous les deux mandats de Klaus Iohannis, conclut la journaliste, *« les écoles publiques ont connu le plus grand déclin dans tous les tests et analyses internationaux ».*

L'effacement du président, de plus en plus perceptible à mesure qu'ont enflé les tensions internationales, a nourri une colère sourde au sein de l'opinion roumaine. *« C'est particulièrement vrai depuis la pandémie, déplore Silvia Marton. Le président, dont la responsabilité centrale est de mettre en récit les politiques conduites sous son autorité, est resté silencieux pendant plusieurs jours lorsque, en février 2022, la Russie a envahi l'Ukraine. Et lorsqu'un extrémiste est arrivé à la surprise générale au second tour de la présidentielle, il s'est contenté d'articuler des excuses étrangement narcissiques. »*

*« Le président Iohannis s'est sans doute laissé enfermer dans sa tour d'ivoire »,* concède pour sa part le diplomate européen, qui juge néanmoins excessifs certains des griefs exprimés à son encontre. En première ligne lorsqu'il s'est agi de soutenir l'Ukraine, Klaus Iohannis a en effet dû se défendre non seulement contre des critiques légitimes, mais aussi contre des campagnes de désinformation russes.

Au printemps dernier, il s'est curieusement tiré une balle dans le pied en décidant de briguer le poste de secrétaire général de l'Otan alors que la candidature de l'ex-premier ministre néerlandais Mark Rutte avait été validée par les États membres. Il y a

dix jours, en marge d'une réunion organisée à Bruxelles, le nom du président Iohannis a été rayé de la liste des chefs d'État conviés à rencontrer le nouveau patron de l'alliance transatlantique. Une mise à l'écart que certains observateurs roumains interprètent comme une marque de défiance. Sorin Ioniță, de l'Expert Forum, estime que son pays est comme « *mis en quarantaine* » depuis l'annulation du second tour de la présidentielle. Les preuves d'une ingérence étrangère de nature à justifier une décision aussi grave semblent avoir été jugées un peu maigres par certains gouvernements occidentaux. P.C. ET C. L.

